

# Retour à la case départ en Grèce ?

14

4-5/9/2011



UK price £ 1,50

Les mois passent, et l'actualité se répète en Grèce. Le départ précipité de la « troïka » – Commission européenne, Fonds monétaire international (FMI) et Banque centrale européenne (BCE) – d'Athènes, vendredi 2 septembre, suscite à nouveau des interrogations sur la capacité du gouvernement socialiste de Georges Papandréou à mener à bien les réformes promises.

Le ministre des finances, Evangelos Vénizélos, l'a reconnu : la Grèce ne tiendra pas ses objectifs en 2011, avec un déficit de plus de 8% du produit intérieur brut (PIB) – 10,5% en 2010 et 15,5% en 2009 – alors que le Parlement a adopté à l'arraché, fin juin, un nouveau plan d'austérité de près de 7 milliards d'euros d'économies, pour ce second semestre.

M. Vénizélos impute principalement à la récession cette aggra-

vation. Elle pourrait être égale ou supérieure à celle de 2010 (-4,5%), suscitant le doute sur l'efficacité du remède de cheval prescrit par la « troïka », que la population digère de plus en plus mal. Alors que le plan devait relancer l'économie, la croissance risque de ne pas être au rendez-vous en 2012, ce qui se traduirait par une quatrième année de récession.

Mais la récession n'explique pas tout. Si le gouvernement a largement coupé dans les dépenses

## Editorial

en 2010, il peine à poursuivre sur sa lancée cette année, avec la même efficacité. Et c'est surtout du côté des recettes que le compte n'y est pas. Le gouvernement n'arrive pas à faire rentrer l'impôt. Les Grecs gagnent moins et

donc paient moins d'impôts, pour ceux qui en paient. La lutte contre la fraude fiscale est un échec. Le gouvernement, malgré de nombreux effets d'annonce, n'a pas su réformer son administration fiscale, qui reste inefficace et encore en partie corrompue.

En Grèce, plus encore qu'ailleurs, il ne suffit pas qu'une loi soit votée pour qu'elle soit appliquée. La « troïka » a eu la surprise de voir que la liste des sociétés à privatiser n'était toujours pas complète. Or ce plan, destiné à récolter 50 milliards d'euros, est une condition sine qua non à l'engagement financier européen. Il heurte de front la base électorale du Parti socialiste (Pasok). Et le gouvernement a trop souvent donné l'impression de traîner les pieds. Il en est de même pour la grille salariale de la fonction publique, qui s'est complexifiée au gré

de la politique clientéliste, pratiquée à droite comme à gauche.

S'il a su bousculer son parti en 2010 face au risque de naufrage du pays, M. Papandréou a donné l'impression en 2011 qu'il essayait de temporiser, perdant de précieuses semaines à concilier les plus réfractaires au sein du Pasok. Confronté à une grogne des étudiants, des restaurateurs et des taxis, face aux incertitudes européennes et financières, le premier ministre semble avoir perdu pendant l'été le maigre capital engrangé après le vote du plan d'austérité et l'accord européen pour un deuxième plan de sauvetage.

La fragilité et les hésitations de la Grèce sont du plus mauvais effet au moment où le plan de 160 milliards d'euros va être examiné, parfois avec réticence, par les Parlements nationaux. ■

# Les créanciers de la Grèce jugent insuffisants ses efforts budgétaires

Les privatisations, les salaires dans la fonction publique et la réforme fiscale sont pointés du doigt

Athènes  
Correspondance

Les visites de la « troïka » (les représentants de la Commission européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne) à Athènes ne se terminent jamais comme il faut. Soit elles durent trop longtemps, comme en juin, nourrissant toutes les spéculations, soit elles s'écourtent trop rapidement, comme vendredi 2 septembre, suscitant encore plus de questions. Le gouvernement grec n'y a pas répondu, malgré son démenti assurant qu'il n'a pas eu de conflit avec la « troïka ».

La visite de ses représentants de la Commission européenne se prolonge jusqu'au 5 septembre. Elle s'est finalement interrompue dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 septembre. Officiellement, il s'agit d'une pause d'une dizaine de jours avant le retour des inspecteurs le 14 septembre. Mais les journaux grecs ont évoqué un désaccord avec les créanciers de la Grèce.

Dans un communiqué commun, le FMI, la Commission européenne et la BCE estiment diplomatiquement que « la mission a fait de

bons progrès, mais qu'elle a temporairement quitté Athènes pour permettre aux autorités de finir leurs travaux techniques sur le budget 2012 et les réformes structurelles destinées à renforcer la croissance ».

A Bruxelles, on explique que la mission a été suspendue, car le gouvernement grec n'a pas tenu ses engagements dans trois domaines : les mesures fiscales à prendre, la liste des sociétés privatisables à établir et la grille des salaires dans la fonction publique à élaborer. Trois sujets qui touchent de plein fouet l'électorat socialiste du Pasok au pouvoir.

Le gouvernement de George Papandréou ne tiendra pas ses objectifs en 2011. Le ministre des finances, Evangelos Vénizelos, l'a reconnu vendredi, lors d'une conférence de presse. Le déficit budgétaire sera supérieur aux 7,5% du produit intérieur brut (PIB) prévu. Il devrait dépasser les 8%. Le déficit 2010 s'est établi à 10,5% du PIB, en nette réduction par rapport aux 15,5% de 2009. Mais l'effort budgétaire du gouvernement grec semble atteindre ses limites, malgré le plan d'économies de près de 7 milliards d'euros

supplémentaires pour le second semestre, voté à l'arraché fin juin.

Le gouvernement n'arrive toujours pas à remplir ses objectifs en matière de recettes fiscales. Alors que le fisc grec est censé avoir été réorganisé pour être plus efficace, les recettes sont en retrait de 6,4% sur les sept premiers mois de l'année, par rapport à 2010.

« La dynamique de la dette est maintenant hors de contrôle »

Le rapport daté du 31 août de la commission de contrôle du budget

Le ministre des finances a mis en cause le poids de la récession, qui devrait être plus forte que prévu, et atteindre ou dépasser le niveau de 2010 (-4,5%) alors que le budget révisé tablait sur un recul de l'activité économique de 3,5%. M. Vénizelos a indiqué que le retour à la croissance ne devrait sans doute pas intervenir en 2012.

En raison du repli de l'activité et des baisses de salaires et de pensions, les revenus des Grecs ont

baissé. Ils ont moins payé d'impôts. Mais la Fondation pour la recherche économique et industrielle, basée à Athènes, estime que cela est dû « principalement au manque d'efficacité des mécanismes de collectes des impôts et secondairement à la récession ». Il semble que c'était l'avis de la « troïka » et l'un des points d'achoppement avec le gouvernement grec.

Elle aurait jugé insuffisantes les mesures prises contre la fraude fiscale, considérée comme un sport national en Grèce. Les mesures lancées à grand renfort de publicité pour repérer les piscines grâce à Google Earth et les investigations sur les comptes en banque des médecins ont montré leurs limites.

Le rapport de la commission de contrôle du budget a tiré la sonnette d'alarme, mercredi. Cet organisme mis en place par l'ancien ministre des finances, Georges Papaconstantinou, estimait que « la dynamique de la dette est maintenant hors de contrôle ». Devant l'ampleur des réactions et la colère du gouvernement, l'économiste qui présidait cette nouvelle instance a dû démissionner.

La rentrée est bien agitée pour le gouvernement grec, confronté au début à la grogne des étudiants hostiles à la réforme des universités, à un risque de renouvellement de la grève des taxis qui a duré plus de deux semaines en pleine saison touristique et à la colère des restaurateurs devant l'augmentation du taux de TVA de 13% à 23%. Sans compter les « indignés » de la place Syntagma, évacués au mois d'août, qui annoncent leur retour pour ce week-end.

Des lézards recommencent à apparaître au sein du gouvernement. Harris Pamboukis, un moderniste du Pasok longtemps proche du premier ministre, a claqué la porte de son ministère du développement, fin août. L'actuel ministre des transports, Iannis Ragousis, et son prédécesseur, Dimitris Reppas, un vétéran du Pasok, désormais chargé de la réforme administrative, se critiquent par médias interposés, donnant une image de fragilité au gouvernement de Georges Papandréou. ■

Alain Salles



Manifestation d'étudiants à Athènes, le 1<sup>er</sup> septembre. ARIS MESSINIS/AFP

## Les Européens demeurent englués dans la crise de la dette

Bruxelles  
Bureau européen

Les dirigeants européens vont devoir s'y faire : leur rentrée est placée une nouvelle fois dans l'ombre de la crise des dettes souveraines. Après un été des plus agités, la situation reste très tendue en Grèce et dans l'ensemble de l'Union monétaire.

Les dix-sept gouvernements de la zone euro avaient cru calmer l'incendie en fixant les grandes lignes d'un second plan de sauvetage en faveur d'Athènes, le 21 juillet. Leur accord au forceps n'a pas réussi à convaincre les marchés, au point de contraindre la Banque centrale européenne (BCE) à intervenir moins de trois semaines plus tard afin de stabiliser l'Italie et l'Espagne.

Certains pays, comme la France, ont alors senti comme jamais le souffle du boulet et ils s'efforcent depuis, à coup d'économies et de promesses plus ou moins fermes, de sortir de l'œil du cyclone. Pour les gouvernements, les turbulences risquent de reprendre en septembre sur fond de ralentissement économique, d'échéances électorales incertaines, de montée de forces critiquant l'euro et de mouvements de fronde contre l'austérité.

Plusieurs scrutins régionaux

sont prévus en Allemagne cet automne, les élections législatives espagnoles auront lieu le 20 novembre et la campagne présidentielle se prépare en France.

Sous pression, les dix-sept Etats de l'Union monétaire espèrent boucler puis ratifier au plus vite le vaste programme d'action mis sur les rails le 21 juillet. Lundi 29 août, les directeurs du trésor doivent se retrouver une nouvelle fois à Bruxelles pour défricher les détails « techniques » du plan.

Les discussions se poursuivent en particulier avec les banques privées, afin de les inciter à participer comme promis au sauvetage de la Grèce, en renonçant à une partie de leurs créances. L'idée est d'avancer d'ici à la prochaine réunion des ministres européens des finances, les 16 et 17 septembre, en espérant que les risques de contagion restent sous contrôle.

Mais la ratification du paquet ne sera sans doute pas bouclée avant la fin octobre, tant elle s'annonce délicate dans plusieurs pays, à commencer par l'Allemagne, où la majorité libérale-conservatrice de la chancelière Angela Merkel est fragilisée. Attendu pour le 7 septembre, l'arrêt de la Cour constitutionnelle allemande au sujet du premier plan d'aide à la Grèce pourrait venir envenimer les débats au Bundestag.

Autre querelle non tranchée : les garanties exigées par la Finlande avant toute nouvelle aide à Athènes. Un arrangement en ce sens a été trouvé courant août entre Athènes et Helsinki, mais il a suscité un tollé chez leurs partenaires. Les demandes de la Finlande, formulées sous la pression du parti eurosceptique des Vrais Finlandais, donnent de l'appétit aux Pays-Bas, à l'Autriche, à la Slovaquie et à la Slovaquie. La question doit faire l'objet de nouvelles tractations, mardi 6 août, lors d'une rencontre à Berlin entre les gouvernements allemand, finlandais et néerlandais.

Une patience qui s'amenuise

L'état calamiteux du patient grec devrait peser sur l'ensemble des travaux en cours. Et compliquer la mise en place du programme d'aide initial, comme vient de le rappeler la suspension de la mission d'inspection de la « troïka » (FMI, BCE et Commission européenne), vendredi 2 septembre. Une nouvelle tranche de financement doit en principe être débloquée mi-septembre. Elle ne le sera que si Athènes remplit les engagements pris vis-à-vis de ses bailleurs de fonds internationaux, le FMI et les Etats de la zone euro, dont la patience s'amenuise.

Or le gouvernement de Geor-

ges Papandréou a du mal à tenir ses objectifs, au moment où la cure d'austérité sans précédent infligée à son pays aggrave la récession. « Plus les nouvelles venant d'Athènes sont mauvaises, plus la pression des pays comme la Finlande qui exigent des garanties pour les nouveaux prêts à la Grèce augmente », prévient un fonctionnaire bruxellois.

Tandis que les Cassandre continuent de prédire le pire pour la zone euro, les Européens veulent se projeter au-delà de la gestion d'une crise qui mine l'Union monétaire depuis plus de dix-huit mois. La Commission étudie la création d'obligations européennes, tout en sachant que ce projet de mutualisation des dettes divise les capitales. Présentée par les plus fédéralistes comme la panacée pour surmonter la tempête actuelle, l'initiative est à ce stade rejetée par M<sup>me</sup> Merkel, contre l'avis de son opposition sociale-démocrate.

Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, pressenti pour piloter la zone euro, est par ailleurs mandaté pour réfléchir au renforcement de la gouvernance économique de la zone euro. Mais le chantier s'annonce compliqué, tant les dirigeants européens ont montré leurs limites et leurs divergences dans ce domaine. ■

Philippe Ricard